

Migrations Temporaires Vers Les Campagnes Périurbaines De l'Ouest Cameroun : Entre Risques De Parcours Des Citadines Agricultrices Et Enjeux Socioéconomiques

Guetsop Dongmo Gaele
 Doctorante en géographie
 Université-Dschang-Cameroun
guets72000@yahoo.fr

Yonta Nogheu Beaujeanot
 Doctorant en géographie
 Université-Dschang-Cameroun
nogheu2010@yahoo.fr

Résumé

La mobilité a toujours fait partie des stratégies de lutte contre la vulnérabilité existentielle. La présente communication a pour ambition d'analyser le poids des risques de parcours dans les migrations temporaires des citadines agricultrices au Cameroun. Les sites d'observation de notre étude sont les zones du Bamiléké central dans les hautes terres de l'ouest d'où partent les citadines vers les campagnes périurbaines des marges septentrionales. En effet la pression démographique réduit sans cesse les espaces cultivables dans le Bamiléké central où le problème de saturation foncière se pose avec beaucoup d'acuité. Cependant, dans les marges septentrionales de la région notamment dans les Bamboutos et dans le Noun, les densités restent faibles d'où une disponibilité des terres cultivables. Lesdites marges septentrionales deviennent ainsi un réceptacle des migrations agricoles temporaires autour desquelles se développent des enjeux socioéconomiques. D'où l'importance de saisir le rapport entre migrations temporaires, risques de parcours et enjeux socioéconomiques. Les observations directes, les entretiens avec les actrices clés, les enquêtes par questionnaires auprès de 100 femmes nous ont permis d'expliquer les fondements de ce phénomène de migrations temporaires des citadines de plus en plus grandissant, ainsi que les conditions dans lesquelles celles-ci se déplacent. Mais surtout de comprendre que la résilience des citadines agricultrices s'exposant aux risques de parcours est fondée sur la satisfaction qu'elles tirent en contribuant aux charges de leurs ménages. Au demeurant, la stabilité du ménage n'est pas uniquement tributaire de la disponibilité de la femme, mais aussi de l'homme.

Mots clés : Migrations temporaires, citadines agricultrices, campagnes périurbaines, risques de parcours, enjeux socioéconomiques.

Abstract

Mobility has always been part of the strategies for combating existential vulnerability. The aim of this work is to examine the degree of travel risks of female urban farmers in the temporary migration process in Cameroon. Our study area was the central Bamileke zone in the western highlands of Cameroon, from where the city dwellers leave for the peri-urban countryside of the northern margins. The rising demographic pressure in the central Bamileke zone has constantly led to reducing cultivable area, causing an acute shortage in arable land in the area. However, in the northern margins of the region, particularly in the Bamboutos and in the Noun, cultivable land remains highly available since population densities are relatively low. With this advantage, the northern margins of the region have become receptive areas for temporary agricultural migrations which are favourable to socio-economic development. It was therefore importance to understand the relationship between temporary migration, migration risk and the related socioeconomic stakes. Direct observations, key informant interviews and the administration of 100 questionnaires to some urban female farmers of the Central Bamileke zone were used in data collection. This helped in understanding the bases of the increasing phenomenon of temporal migration amongst city-dwellers, as well as the conditions under which they move. More especially, the resilience of female urban farmers to the risks encountered during these journeys is because of the benefits of this activity to their households. Moreover, the stability of the household does not depend only on the availability of the woman, but also on that of the man.

Keywords: Temporary migration, female urban farmers, peri-urban-countryside, travel risks, socio-economic stakes.

Introduction

De tout temps les hommes ont toujours été motivé par le désir de conquérir des espaces agricoles toujours plus vastes et fertiles. Ce désir est à l'origine de la création des fronts de colonisation agraires par des paysans sans terre. Certains de ces fronts de colonisation résultent d'une planification, c'est-à-dire mis sur pied par des missions d'aménagement mettant l'accent sur un espace au préalable circonscrit. D'autres fronts par contre sont créés de manière spontanée et peuvent s'étendre aussi loin que possible en fonction de la disponibilité foncière et au gré de l'installation des pionniers (Rivière d'Arc, 1977). Ces fronts de colonisation agraires exercent un important prélèvement humain dans les localités qui l'environnent (Barbier, 1976). Les pionniers s'installent définitivement pour certains, temporairement pour d'autres ce qui entraîne des vagues de migration s'étalant la plupart du temps sur le long terme. Au fur et à mesure de leur installation, les migrants exercent une pression lente et progressive sur la terre. Il se pose dès lors le problème d'accès à la ressource foncière pour l'agriculture comme c'est le cas dans maints pays de l'Afrique subsaharienne. Cette difficulté est imputée à la pression démographique galopante et l'accaparement de vastes espaces par des particuliers (Ngana et Al., 2009). En effet, cette partie de l'Afrique est au croisement d'un certain nombre d'enjeux socio-économiques qui créent la convoitise d'une diversité d'acteurs. Entre petits producteurs, agro-industriels, multi nationales, allogènes et autochtones, la compétition foncière est exacerbée (Andrew et al., 2009).

Les hautes terres de l'Ouest sont l'une des régions les plus densément peuplées du Cameroun. Les densités de population sont presque partout supérieures à 200 hab. /km² (Yemmafou, 2013). Cependant, dans les marges septentrionales de la région notamment dans les Bamoutos (Galim) et dans le Noun (Foumbot), les densités restent faibles (50 hab. /km² pour Galim et 70 hab. /km² pour Foumbot), d'où la disponibilité des terres cultivables (Champaud, 1983 ; Yemmafou, 2010 ; Ngague, 2014). Cette situation entraîne dès les années 1930 une succession de vagues migratoires orientées par les politiques étatiques et plus tard, des migrations temporaires des citadins vers la campagne.

En outre, la crise économique des années 1990 oblige le Cameroun à adopter les Programmes Ajustement Structurel prescrits par les institutions de Breton Wood. Ce plan d'ajustement a pour conséquence le désengagement de l'Etat des grands chantiers de développement, l'austérité dans la fonction publique accompagné de la réduction drastique des salaires. Afin de remédier à cette situation, les fonctionnaires comme plusieurs autres

citadins se sont tournés vers des mesures palliatives s'illustrant par la création des petites parcelles agricoles (Guillermou, 2003). Au rang de ces citadins, se trouve en majorité des femmes qui se lancent dans l'agriculture et ses activités connexes telles que la revente (bayam sellam). Il s'agit des mouvements internes d'une région à une autre à la recherche des terres cultivables. Nous montrons dans ce travail que dans certaines villes de l'Ouest Cameroun, on rencontre des femmes qui pratiquent des activités ne répondant à aucune fonction urbaine classique. A travers deux cas d'études dans les villes de Mbouda et Bafoussam, cet article dépeint la femme étant au centre des relations villes-campagnes, s'intensifiant au point où la distance qui selon Von Thünen déterminerait l'affectation des sols aux activités agricoles, devient nulle. Des entretiens avec les actrices clés, des observations directes, des données statistiques et cartographiques disponibles nous permettent d'expliquer les fondements de ce phénomène de plus en plus grandissant de déplacement temporaire des citadines. Les conditions dans lesquelles ces migrantes temporaires se déplacent sont également étudiés. On se rend compte que ces citadines agricultrices s'exposent à beaucoup de risques aussi bien pendant leur déplacement pour la campagne que pendant leur séjour dans les champs. Nous nous interrogeons à la fin de cet article sur l'apport réel de cette activité sur le revenu des ménages, question d'évaluer si les risques que prennent ces dernières sont à la mesure de leur rendement. Cela nous permet de comprendre que la rationalité régissant la résilience des femmes migrantes est fondée sur la satisfaction qu'elles tirent en contribuant et/ou en réduisant les charges du ménage.

Matériels et méthodes

Cette étude est menée dans la région de l'Ouest Cameroun. Les zones agricoles concernées sont les arrondissements de Galim pour les citadines venant de Mbouda et Foumbot pour celles venant de Bafoussam. Ces villes de départ ont été choisies en raison de ce qu'elles font partie des principales villes de l'Ouest où les citadines pratiquent l'agriculture dans les villages périphériques. Plusieurs techniques de collecte de données ont été utilisées notamment les observations directes et les entretiens semi-directifs. Les données de notre étude ont été collectées majoritairement auprès des actrices agricoles. L'approche d'enquête par entretien a été privilégiée à cause de la nature des enquêtés, de leur mobilité fréquente et de leur indisponibilité. Nos enquêtes se sont effectuées dans les points d'embarquement tous les matins entre 05 heures et 07 heures durant la période d'enquête. Pour complément d'informations, nous avons effectué quelques voyages pour toucher du doigt les réalités liées à ces activités. Au total, Nous avons donc vécu

15 différentes expériences de parcours des actrices. L'échantillonnage aléatoire nous a permis d'enquêter 100 personnes dans leur parcours soit à Mbouda et Bafoussam, soit dans les terres d'accueil de Galim et Fombot.

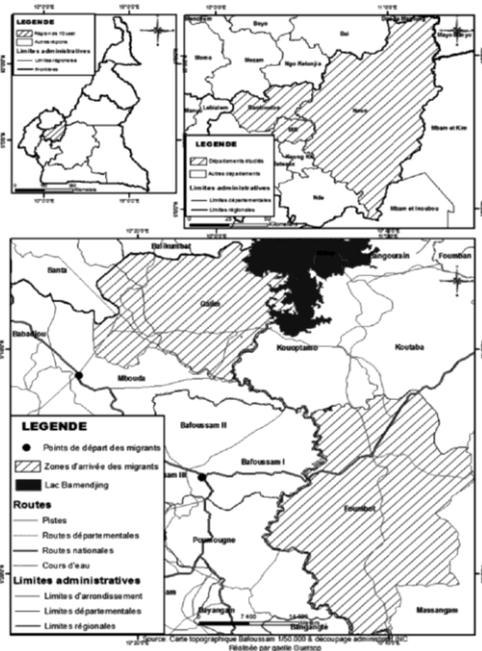


Fig. 1. Carte de localisation de la zone d'étude.

Résultats et discussions

I. Facteurs des migrations temporaires et mobilité des flux

Les mouvements de population ne sont pas des faits nouveaux en Afrique (Bonnassieux et Pliez, 2009). Ils ont toujours existé et sont intimement rattachés à l'activité agricole ou à la recherche de l'emploi (Clay et Ngenzi, 1990). Au Cameroun et plus particulièrement dans la région de l'ouest, leur histoire s'analyse sous deux prismes : l'un coloniale, l'autre postcoloniale.

A. Les migrations temporaires des citadines agricultrices : un processus s'inscrivant dans un continuum historique

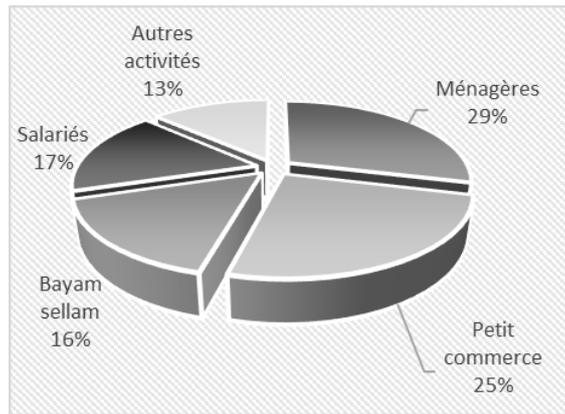
L'histoire des migrations agricoles dans la région de l'Ouest Cameroun est assez ancienne. Elle fait ses premiers pas avec l'injection de l'agriculture de plantation dans l'économie paysanne, donnant lieu à la création des grandes plantations caféicoles à partir de 1928 (Nono, 2000 ; Kuété, 2008 ; Ngapgué, 2014). Pour des besoins d'ouvriers, les colons vont effectuer une « *ponction humaine* » dans les bassins fortement peuplés du bamiléké central (Barbier, 1976 ; Dongmo, 1981). C'est donc l'occasion pour les fils du terroir n'étant pas héritiers de s'installer ailleurs et d'avoir la possibilité de s'offrir un emploi (Morin, 1994). Mais, les colons ne sont pas les seuls

à vouloir décongestionner cette région. Les pouvoirs publics s'investissent également en 1932 à travers la mise en marche d'un projet appelé « *projet rive gauche du Noun* » qui consistait à créer des villages pionniers du côté gauche du fleuve Noun : C'est le début d'intenses migrations. Les crises d'indépendance vont entraîner l'abandon des plantations coloniales. Elles sont achetées ou récupérées par les hommes d'affaires, les autorités traditionnelles et religieuses. N'accordant pas assez d'importance quant à l'exploitation des terres, ces derniers vont les confier aux soins des populations qui les exploiteront par location, métayage ou occupation illégale. C'est à juste titre qu'à partir de 1965, l'Etat concède des lots de 4 ha desservis par des pistes orthogonales, moyennant une contribution en espèce de 40.000 Fcfa par lot (Dongmo, 1981). Avec le temps les migrants faisaient venir des membres de leur famille et connaissances jusqu'au basculement du système de production occasionné par la crise économique. (Ngouanet, 1998 ; Uwizeyimana, 2009 ; Yonta Nogheu, 2013). Les années 1990 sont marquées par une crise économique qui a réduit le budget de fonctionnement des ménages surtout dans les villes (Lounang Tchatchouang et al, 2014), à cause gel des recrutements dans la fonction publique, la réduction des salaires et de l'effectif des fonctionnaires (Moupou et Akei Mbanga, 2008). Comme mécanisme de survie, les populations victimes de la chute drastique de leurs revenus vont changer la donne en développant une agriculture maraîchère et vivrière marchande dans les villes et villages (Guillermou, 2003 ; Kaffo, 2005). Autrement dit, la plupart des fonctionnaires et commerçants utilisent agriculture afin d'assurer la sécurité alimentaire de leur famille. Dans les hautes terres de l'ouest la crise caféière occasionne la destruction des plantations de café à la faveur de l'intensification du maraîchage et du vivrier marchand. C'est dans cette optique que les citadines agricultrices de Bafoussam et Mbouda migrent vers les villages périphériques de Galim et Fombot.

B. Migrations temporaires des citadines agricultrices : Quelle motivation ?

Les femmes citadines sont poussées à migrer temporairement vers les zones agricoles périphériques par nécessité. Face aux difficultés de la vie en milieu urbain, plusieurs parmi elles essayent de joindre tant bien que mal les deux bouts. De profil socioprofessionnel varié et d'âge moyen compris entre 30-50 ans, elles exercent dans le formel et l'informel. Dans leur rang, les commerçantes (41%) tels que les « *bayam sellam* » sillonnent les zones agricoles d'abord pour la collecte, ensuite s'investissent comme financier et producteur ; les ménagères (29%) perçues par la société comme des consommatrices s'engagement par souci d'indépendance financière ; les salariés qu'en à elles

par souci d'auto-suffisance alimentaire. L'activité agricole est donc une stratégie de contournement.



Enquêtes de terrain, 2019

Fig. 2. Répartition des profils des migrantes

Cette motivation est confortée par la proximité, la disponibilité et la fertilité des parcelles (Kelodjoué, 2005).

Tableau. I : Distance des zones de migrations les plus proches et les plus éloignées

Localités	Distance par rapport Bafoussam	Localités	Distance par rapport à Mbouda
Foumbot centre	28 km	Galim centre	18 km
Mangoum	15 km	Ferme Ecole Bagam	10 km
Nkoupa'ré	42 km	Menfoung	31 km

Enquêtes de terrain, 2019

Le tableau 1 présente les distances minimale et maximale parcourues. L'accès aux terres se fait suivant divers modes dont les plus utilisés sont les dons et la location (67%) auprès des grands propriétaires terriens ayant acquis de vastes parcelles.

Tableau. II : Mode d'acquisition des parcelles exploitées

Mode d'accès	Effectif
Demande/Don	35
Location	32
Achat	11
Métayage	2
Mode d'accès mixte	20
Total	100

Enquêtes de terrain, 2019

Dans d'une situation de crise foncière de plus en plus prononcée, les propriétaires permettent aux femmes de mettre en valeur leurs espaces pour ne pas les perdre. Le coût de location d'une parcelle diffère d'une zone à l'autre en fonction de la situation géographique, de l'accès à la parcelle et de la nature du sol. Dans les zones où prédominent les sols

volcaniques noirs très fertiles, le prix de location d'un hectare de terrain peut atteindre 100 000Fcfca en moyenne pour une année. Par contre, sur les versants où dominent les sols bruns latéritiques, moins de 50000fcfa/an est largement suffisant pour s'offrir une parcelle. Il faut noter qu'il s'agit de l'agriculture familiale caractérisée par de petites exploitations allant rarement au-delà de l'hectare.

Du fait de la taille des parcelles, les citadines agricultrices se retrouvent généralement avec 03 à 08 parcelles disséminées dans un terroir. Les tailles des parcelles varient entre 400 à 2500 m². Compte tenu de la faible capacité du pouvoir d'investissement, les migrantes s'associent très souvent pour la location d'une grande parcelle qu'elles se partagent par la suite.

C. Intensification du flux migratoire pendant les périodes agricoles déterminantes

L'intensité des migrations temporaires des citadines agricultrices riment avec les périodes agricoles déterminantes. La mobilité est donc saisonnière et corrélée au calendrier agricole c'est-à-dire intense entre Février-Mars et Juillet- Septembre, avec un relâchement entre Avril-Juin et Octobre-Janvier. Le flux des citadines agricultrices vers les parcelles dépend de la distance à parcourir et du type de moyens de transport adopté. Les départs se font de 4h à 6h du matin aux points d'embarquement de Mbouda et Bafoussam.

Tableau. III : Variation des coûts de transport des passagères

	Transport en commun	Transport de marchandises	Motos
Tarif saison sèche	800 Fcfa	300 Fcfa	800 Fcfa
Tarif saison pluvieuse	1500 Fcfa	500 Fcfa	2000 Fcfa

Enquêtes de terrain, 2019

Le coût de transport des migrantes varie en fonction des moyens de déplacement empruntés et de l'état de la route. Ainsi, les véhicules de transport de marchandises (cargos, pick up, dynas, camions) sont moins onéreux. Lorsqu'ils sont empruntés, le tarif représente le tiers de celui des véhicules de transport des personnes (cars, taxis, mototaxis). En saison de pluie le mauvais état de la route fait doubler voire tripler les coups et la durée du déplacement.

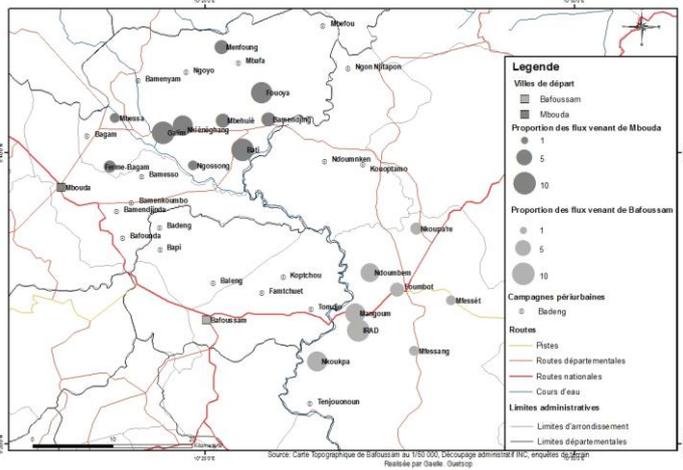


Fig. 3. Proportions des Flux de migrantes vers les campagnes périurbaines

La figure met en relief les zones accueillant les flux proportionnellement au nombre de véhicules qui les desservent par jour.

Avec le temps, les flux de migrantes vont croissant malgré les risques observés tout au long de leur parcours.

II. Des mobilités agricoles entachées de risques de parcours

Les citadines agricultrices sont exposées à plusieurs risques dans leurs parcours face auxquels elles peuvent soit résister, soit s'adapter, soit bifurquer (Quenault, 2014).

A. Les risques de parcours liés à la modicité des moyens de transport

La situation financière précaire des migrantes agricultrices les conduit à opérer le choix des moyens de déplacement proposant les tarifs les moins onéreux. Il s'agit des véhicules pour la plupart vétustes et transformés à l'occasion pour contenir plus de bagages (Figure 5) et de personnes (Figure 4), sous le regard complice des autorités de transport et des forces de maintien de l'ordre. Ces véhicules adaptés exposent les occupants aux intempéries (vent, pluie, poussière...) et aux accidents dont 20% des enquêtés ont été victime.



© Yonta, 2015

Fig. 4. Départ des citadines agricultrices pour les campagnes



© Yonta, 2015

Fig. 5. Retour des citadines agricultrices après un séjour champêtre

Ces deux photographies révèlent que lors du retour des migrantes, les bagages sont plus sécurisés que les passagers, témoignant de l'insouciance de ces derniers vis-à-vis du risque qu'elles courent en voyageant dans ces conditions.

B. Précarité des Séjours champêtres

Durant leur séjour dans les champs, les citadines agricultrices doivent pouvoir assurer leur besoin de base (se nourrir et se loger). Lors d'un déplacement journalier ou pour le weekend, elles n'éprouvent pas autant de problème que lorsqu'elles se déplacent pour un séjour plus long.

Tableau. IV : Durée de séjour pendant les périodes déterminantes

Périodes	Activités	Durée dans la parcelle
Février-Mars	Désherbage-Labour-Semis	Une à deux semaines
Avril-Mai	Sarclo-buttage	Trois à cinq jours
Juillet-Août-Septembre	Récolte du maïs et semis du haricot de deuxième campagne	Deux semaines à un mois

Enquêtes de terrain, 2019

Les citadines agricultrices passent les séjours les plus long en période de récolte. Cette durée peut également être fonction des tâches à effectuer ou encore des plannings de travail pour celles qui sont salariées. Le logement se fait soit chez les habitants riverains avec les commodités que cela comporte, soit dans les cases de champ où elles sont par contre exposées aux mauvaises conditions d'hygiène, agressions et vols. L'une des stratégies les plus efficace adoptée est celle de séjourner au champ en groupe, même si cela induit la promiscuité dans les cases de champ déjà vétustes (sans portes, murs écroulés, des toits décapé), non entretenues et construites en matériaux provisoires.



©Yonta, 2019

Fig.6. Vétusté des cases de champs

En l'absence des citadines agricultrices, ces cases constituent des niches d'animaux (rongeurs, insectes, fourmis, serpents...) dont seules les flammes éloignent pendant le séjour. Outre la précarité du cadre de vie, les agricultrices font face à la pénibilité du travail du fait des outils rudimentaires et au manque d'équipements adéquats pour effectuer les traitements phytosanitaires.

Curieusement, les citadines agricultrices ne se lassent pas. Est-ce à dire que toutes ces difficultés ne constituent pas un handicap ou au contraire que les enjeux socio-économiques sont à la mesure du risque ?

III. Les enjeux socioéconomiques de l'agriculture dans les campagnes périurbaines

La volonté d'assurer la sécurité alimentaire du ménage reste la principale raison du dévouement des citadines agricultrices à leur activité, même si les autres raisons sont généralement inavouées.

A. La sécurité alimentaire : pilier central de la migration des citadines vers les campagnes agricoles

La FAO estime qu'environ 12,5% de la population mondiale soit 870 millions de personnes ont été sous-alimentées entre 2010 et 2012. La quasi-totalité de ces personnes (852 millions) vivent dans des pays en développement. Au Cameroun, 9.6% des ménages ruraux contre 6.7 % des ménages urbains sont touchés par ce phénomène (FAO, 2011) d'où l'investissement des femmes pour garantir une alimentation suffisante dans les ménages.

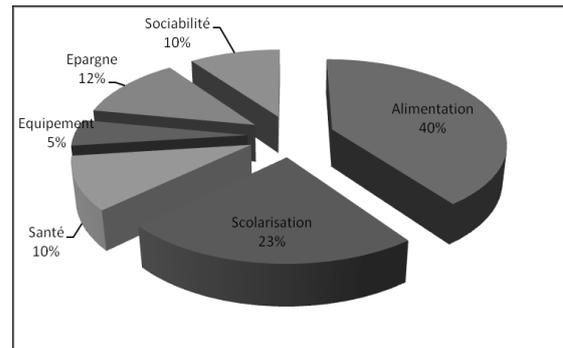
La sécurité alimentaire du ménage concerne ici la possibilité pour le ménage d'avoir l'accès physique et économique à tout moment à la nourriture en quantité et qualité. Les citadines agricultrices pratique l'agriculture vivrière dont une quantité importante des récoltes est destinée à l'autoconsommation. Dans un contexte de cherté des produits agricoles sur les marchés urbains, les dépenses alimentaires du ménage sont réduites. C'est pourquoi les citadines agricultrices optent pour une diversité de culture. Parfois, elles commercialisent une partie de leur récolte pour se procurer les denrées qu'elles ne produisent pas.

Toutes ces possibilités qu'offre l'agriculture pratiquée par les citadines permettent de répondre

en grande partie aux dimensions de la sécurité alimentaire telle que préconisées dans la Déclaration de Rome de 2009.

B. La commercialisation de la production et résolution des problèmes ponctuels du ménage

De multiples raisons justifient l'engouement des citadines agricultrices à la pratique agricole. Cette activité leur permet de résoudre un certain nombre de problèmes quotidiens liés à la scolarisation des enfants, l'épargne, les problèmes de santé, la sociabilité et enfin l'équipement.



Enquêtes de terrain, 2019

Fig. 7. Proportion de l'utilisation des revenus agricoles

En bref, l'agriculture dans les villages périurbains améliore le niveau de vie des citadines agricultrices par le biais de l'augmentation des revenus. Mais à quel prix dans une société où on a longtemps entretenu l'idée selon laquelle la femme n'a pas besoin d'accorder la priorité aux activités économiques au détriment de son foyer.

C. Migrations temporaires dans les campagnes périurbaines et stabilité du ménage.

Les femmes occupent de plus en plus la place de chef de ménage. Un tiers des familles du monde ont une femme à leur tête (Bisilliat, 1983). En pays bamiléké, la femme est le pilier de la famille. Outre les tâches ménagères, elle doit mener une activité génératrice de revenus et assurer le bien-être et l'épanouissement des membres du ménage. Pour cela, elle doit savoir organiser son temps en fonction de ses occupations. Les contraintes de l'activité des femmes migrantes peuvent avoir des effets néfastes sur le foyer conjugal et l'éducation des enfants. En temps normal, les travaux domestiques occupent déjà la presque totalité du temps des femmes. Si en plus elles doivent se déplacer pour une tierce activité, et pendant plusieurs jours est-il encore possible pour elle s'assurer pleinement leur rôle de mère et d'épouse ? Compte tenu des moyens financiers dont elles disposent désormais, certaines femmes préfèrent souvent mettre les moyens en jeu pour s'offrir les services d'une ménagère afin de pouvoir s'adonner à leurs activités génératrices de revenu. Pour celles qui en sont incapables, les charges domestiques reposent sur les enfants les plus âgés

de la famille qui prennent soins de leurs cadets. Ils reçoivent des instructions sur la conduite à tenir en l'absence de ces dernières. Cet état de chose n'est pas sans conséquence sur l'éducation des enfants (déperdition scolaire, dérapage, délinquance des enfants) et le fonctionnement du ménage, surtout si le conjoint ne fait pas preuve de compréhension. L'emphase sur l'aspect financier du bien-être de leur famille peut réduire à néant tous les efforts consentis par les citadines agricultrices dont le souci majeur de départ est d'améliorer les conditions de vie de leurs ménages.

Conclusion

La présente recherche avait pour objectif d'analyser les migrations temporaires des citadines agricultrices dans les campagnes périurbaines de l'Ouest Cameroun. Des enquêtes et des entretiens réalisés auprès de ces migrantes ont permis de mettre en évidence que cherté du coût de vie constitue l'élément motivant les femmes à migrer pour l'agriculture. Les conditions de déplacement et la précarité du cadre de séjour exposent les migrantes à divers risques. Les revenus issus de leurs activités semblent annihiler les préjudices subit pendant le parcours. Au demeurant on se rend compte que la pratique de cette activité impacte la stabilité de leur ménage. Il s'agira donc pour ces femmes de trouver le meilleur moyen de concilier les activités génératrices de revenu et la gestion du ménage. Elles ne pourront y parvenir qu'avec le soutien de leurs conjoints.

Bibliographie

- ¹ Andrew N, Babo A et Médard C. 2009. Les questions foncières rurales comme facteur de crise en Afrique subsaharienne : Afrique du sud, Côte d'Ivoire, Kenya. Paris : IFRI, 57p.
- ² Barbier JC. 1976. Les sociétés Bamiléké de l'ouest Cameroun : Etude régionale à partir d'un cas particulier. In « Communautés rurales et paysannerie tropicales », ORSTOM, Paris, Coll Travaux et documents de L'ORSTOM, n° 53,103-122.
- ³ Bisilliat J. 1983. Le travail de la femme et ses conséquences sur la famille, Séminaire sur alimentation du jeune enfant et urbanisation rapide dans les pays en voie de développement. Centre International de l'Enfance, Paris, ORSTOM, 11p.
- ⁴ Bonnassieux A et Pliez O. 2009. Migrations africaines : les raisons de départ ? Cafés géographiques de Toulouse, 23 Novembre, 11p. www.cafe-geo.net
- ⁵ Champaud J. 1983. Villes et campagnes du Cameroun de l'ouest. Editions de l'ORSTOM, 510p.

- ⁶ Clay D et Ngenzi I. 1990. Migrations temporaires dans les ménages agricoles au Rwanda. Rapport n° 115, 11p.
- ⁷ Cortes G. 1995. Migrations temporaires au chaparé (Bolivie) et stratégies alimentaires. Cahiers des sciences humaines, 31 (4), 1995, 951-967. ISSN 0768-9829.
- ⁸ Desroches A, Leroy A, Quantara JF et Vallée F. 2005. Dictionnaire d'analyse et de gestion des risques. Editions Hermes sciences 480p.
- ⁹ Dongmo JL. 1981. Le dynamisme Bamiléké : La maîtrise de l'espace agraire. Volume 1, Editions CEPER, Yaoundé, 422p.
- ¹⁰ FAO. 2011. The state of food, and agriculture: Women in agriculture closing the gender gap for development. Rome, 160p.
- ¹¹ Fodouop. Kengne. 2003. Citadins et développement dans les campagnes au Cameroun. Harmattan, 230p.
- ¹² Guillerrou Y. 2003. Initiatives locales, stratégies sociales et nouvelles configuration politiques dans l'Ouest Cameroun. Journal des anthropologues, pp92-93.
- ¹³ Hutter A et Neidhardt R. 2006. Ville-campagne : une relation en pleine mutation. In : Liens entre Milieu rural et Milieu urbain. Agriculture & développement rural 2/2006, 56-58.
- ¹⁴ Kelodjoué S. 2006. Les migrations féminines rurales de travail et de modification des rôles dans une zone densément peuplée des hautes terres de l'Ouest. In Population et travail (Actes du colloque de Aveiro), Publication de l'AIDELF, pp.1071-1084.
- ¹⁵ Kuété M. 2008. Café, caféiculteurs et vie politique dans les hautes terres de l'Ouest-Cameroun, Les Cahiers d'Outre-Mer [En ligne], 243 | 2008, mis en ligne le 01 juillet 2011, consulté le 30 septembre 2016. URL : <http://com.revues.org/5310> ; DOI : 10.4000/com.5310.
- ¹⁶ Lounang Tchatchouang F, Grozavu A et Tchawa P. 2014. Expansion des cultures de contre-saison, changements d'utilisation du sol et les implications environnementales dans les paysanneries de l'ouest-Cameroun. Scientific annals of « al. i. cuza » University of Iasi, Volume LX, n°. 2, s. II- c, Geography series, 42-57.
- ¹⁷ Marguerat Y. 1983. Des montagnards entrepreneurs : les Bamiléké du Cameroun. In : Cahiers d'études africaines, Vol. 23 N°92, pp 495-504.
- ¹⁸ Moupou M. 2010. Fronts pionniers et structuration de l'espace dans le Cameroun méridional : de

nouveaux territoires en mutation rapide. Les Cahiers d'Outre-Mer, 249, 73-91.

¹⁹ NATIONS UNIES. 2005. Amélioration de la condition de la femme dans les zones rurales. A/60/165, 22p.

²⁰ Moupou M et Akei Mbanga L. 2008. Désengagement de l'Etat et réponses paysannes au Cameroun. Les cahiers d'Outre-Mer, 241-242.

²¹ Ngana F, Sougnabé P, Gonné B, Maïna Ababa A. 2009. Transformations foncières dans les espaces périurbains en Afrique centrale soudanienne. Savanes africaines en développement : innover pour durer, Apr 2009, Garoua, Cameroun.9p. fciad-00471275f.

²² Ngaggue JN. 2014. Conséquences de l'étalement de la ville de Foumbot sur les terres rurales (Ouest du Cameroun). Cinq Continents 4 (9) : 26-44

²³ Ngouanet C. 1998. Projet de développement, structures d'intervention en milieu rural et fragilisation de l'économie caféière à Bangang. Mémoire de Maîtrise, Université de Dschang, 97p.

²⁴ Nono Y. 2000. Utilisation du sol et dynamique des versants dans les zones de colonisation agraire récentes du pays Bamiléké : Cas de la région de Galim. Mémoire de DEA en Géographie, Université de Dschang, 98p.

²⁵ Quenault B. 2014. La rhétorique de la résilience dans la gestion des risques de catastrophe : un changement de paradigme face aux risques climatiques ? ESO Rennes, Séminaire résilience urbaine, ENS, 20 février 2014.

²⁶ Uwizeyimana L. 2009. Après le café, le maraîchage ? Mutations des pratiques agricoles dans les Hautes Terres de l'Ouest Cameroun. Les Cahiers d'Outre-Mer, 247/ 331-344.

²⁷ Yemmafouo A.(2010) Morcellement et concentration foncière : des réalités complexes à l'Ouest Cameroun : cas du département des Bamoutos. In Regards multidisciplinaires sur les conflits fonciers et leurs impacts socioéconomico-politiques au Cameroun, Nkankeu, F & Bryant, Ch (éds), Laboratoire de Développement durable et dynamique territoriale, Université de Montréal, pp25-39

²⁸ Yemmafouo A. 2013. Urbanisation et espaces périurbain en Afrique subsaharienne : pratiques à l'ouest-Cameroun. Harmattan, 259p.

²⁹ Yonta Nogheu B. 2013. Risques dans la production maraîchère et reconversion ver le vivrier-marchand. Mémoire de Master, Université de Dschang, 175p.